

Revue de presse hebdo 33

DU VENDREDI, 24 JUIN 2016

La semaine du 20 au 26 juin 2016 a été marquée dans la presse au Togo par les échos de la division de l'opposition face aux réformes politiques et institutionnelles et l'atelier initié à cet effet par le HCRRUN, le CAR dans l'attente d'un congrès extraordinaire pour régler sa crise au sommet du parti, le ministre Ninsao Gnofam devant l'Assemblée nationale pour s'expliquer sur les chantiers en latence, l'approche contractuelle pour une nouvelle politique sanitaire, et enfin plusieurs conventions afférentes au Programme de Soutien aux Microprojets d'Infrastructures Communautaires (PSMICO) signées pour booster le développement national.

Pour en parler, nous avons parcouru quelques journaux de la semaine.

Réformes : un 'Front de refus' déjà boudé, une opposition divisée

Alors que le HCRRUN prépare dans la sérénité l'atelier de réflexion et d'échanges sur les réformes politiques et institutionnelles, certains partis de l'opposition continuent leurs activités de mobilisation des militants pour faire entendre leurs causes. Le samedi 18 juin l'ANC était à Tsévié alors que la veille le parti 'Le Togo autrement' lance l'initiative d'un 'Front de refus' pour faire plier le pouvoir en place et obtenir les réformes politiques.

Sous le titre « Mise en œuvre des réformes : les populations de Tsévié ralliées à la mobilisation », **Liberté** n°2118 du 20 juin 2016 rend compte du déroulement du meeting au cours duquel M. Jean-Pierre Fabre s'est prononcé sur l'atelier que prépare le HCRRUN. Il a estimé que c'est « une contre-conférence nationale planifiée pour légitimer le refus des réformes par le régime en place. » Par conséquent, il rejette l'invitation du HCRRUN, « cette entité instrumentalisée pour permettre d'enterrer l'Accord Politique Global. » « Réformes constitutionnelles et institutionnelles au Togo : pourquoi Faure Gnassingbé préfère les 'intellectuels' aux politiques », titre **Liberté** n°2220 du 23 juin 2016. Réponse, « parce qu'ils sont malléables », selon le quotidien. En faisant référence aux universitaires, « Faure Gnassingbé semble être dépassé et voudrait des réflexions dépouillées de considérations politiques », retient **L'éveil de la nation** n°452 du 24 juin 2016. Reprenant une source de **Jeune Afrique**, **Liberté** n° 2221 du 24 juin 2016, signale que le nom du président de l'Université de Lomé, Dodzi Kokorodo circule à Lomé comme celui qui devra diriger la commission devant plancher sur ces réformes. « La commission, lorsqu'elle sera installée, étudiera la nécessité d'instaurer une présidentielle à deux tours et une limitation du nombre de mandats – des revendications chères à l'opposition. »

Dans **Le bâtisseur** n°171 du 22 juin 2016 et dans un article titré « Limitation des mandats présidentiels/ Sur la Deutsche Welle, Faure Gnassingbé joue la prudence », l'hebdomadaire se fait l'écho d'une intervention des universitaires Michel Goeh Akue et Togoata Apedo-Amah sur les ondes de **Radio Nana Fm**. « Ils n'ont pas caché leur indignation sur la manière ingénieuse par laquelle Faure Gnassingbé a botté la question des réformes dans leur camp », rappelle le journal qui se fait l'écho de la conférence-débat organisé le 18 juin dernier par le parti politique 'Le Togo autrement' qui propose un grand 'Front de Refus' « qui sera une union thématique autour de la question des réformes ». Pour Fulbert Attisso, que rapporte l'hebdomadaire, la loi confère la suprématie au chef de file de l'opposition pour appeler à ce grand front de refus. Et s'il ne le fait pas, les autres partis de l'opposition au parlement peuvent appeler à ce grand rassemblement. Dans le cas contraire, tout parti politique extraparlamentaire peut prendre l'initiative. » « Le message de 'Togo autrement' tombe-t-il dans les oreilles de sourds ? L'avenir nous le dira », conclut l'hebdomadaire. « Au 'Front de Refus' de Fulbert Attisso, le chef de file de l'opposition évoque l'impossibilité d'une union de l'opposition », lit-on dans les colonnes de **Le magnan libéré** n°413 du 22 juin 2016 qui se réfère aux échos du meeting organisé par l'ANC à Tsévié le samedi 18 juin 2016. Justement à propos de l'atelier de réflexion et d'échanges sur les réformes politiques et institutionnelles que va organiser le HCRRUN, le même hebdomadaire se demande si le CAP 2015 y prendra part. « On attend de voir. Dans tous les

cas, le boycott ne l'arrangera pas », avertit le journal. « Fabre assène un coup au HCCRUN », titre **Le canard indépendant** n°556 du 24 juin 2016 qui rapporte la séance de sensibilisation et d'information de l'ANC le 18 juin dernier à Tsévié. « Le HCCRUN d'Awa Nana divise déjà les opposants », titre **Le changement** n°510 du 23 juin 2016 qui se réfère à l'intervention de M. Agbeyomé Kodjo, président de l'OBUT qui fait confiance à Awa Nana alors que Jean Pierre Fabre, chef de file de l'opposition n'entend pas les choses de cette oreille. Pour lui, il n'y a pas lieu de faire confiance à ce 'machin' « trop instrumentalisé par le pouvoir en place ». Pour **Le patriote** n°284 du 23 juin 2016, « nous sommes dans une situation où les mécontentes politiciennes, le manque de stratégie, et surtout les pas de tango que ne cessent de marquer l'ensemble des acteurs politiques, mettent à mal le processus de territorialisation de l'administration togolaise. » **Le perroquet** n°334 du 23 juin 2016 hausse le ton et intime un ordre cinglant en titrant : « Entre limitation des mandats, opérer les réformes ou quitter le pouvoir, Faure Gnassingbé doit choisir. »

Crise au CAR : dans l'attente d'un congrès extraordinaire

Ca va mal au sommet du parti politique Comité d'Action pour le Renouveau (CAR). Une crise mine depuis sept mois ce parti au sein duquel le président fondateur Me Yawovi Agboyibo et le président national Me Dodji Apévon sommé d'organiser dans un délai d'un mois un congrès extraordinaire pour régler la crise. L'injonction a été rendue publique le 18 juin dernier au terme d'une « réunion informelle ».

« Blocage systématique des activités au CAR : 33 fédérations sur 36 interpellent Me Apévon pour la tenue du congrès », pointe **Nouvelle opinion** n°487 du 20 juin 2016. « Le Président se résoudra-t-il à écouter avec raison les cris d'indignation des militants ? Les jours à venir s'annoncent palpitants en événements au sein du CAR si les uns et les autres ne laissent leurs corps être habités par la sagesse », conclut **Courrier de la République** n°435 du 20 juin 2016. La même information est traitée dans les colonnes de **Forum de la semaine** n°2142 du 20 juin 2016 sous le titre « Crise au CAR/Lettre ouverte au président national, Me Dodji Apévon : les responsables fédéraux réclament la convocation d'un congrès extraordinaire. » « Au Comité d'Action pour le renouveau (CAR), de Me Agboyibo et de Me Apévon, le retour au calme n'est pas pour demain », s'exclame **Togomatin** n°97 du 20 juin 2016. « Crise au CAR : la manipulation d'Agboyibo continue ! Des présidents de Fédérations somment Dodji Apévon d'organiser un congrès extraordinaire », lit-on dans **Liberté** n°2118 du 20 juin 2016 qui écrit : « si la démarche, celle de requérir la convocation d'un congrès extraordinaire afin de régler la crise qui plombe le CAR depuis plusieurs mois peut paraître légitime, elle sent tout de même une manipulation de 'Président fondateur' ». Le même journal indique dans un entrefilet que le député Jean Kissi a été sauvé de justesse d'un lynchage lors d'une réunion du CAR à Vogan le dimanche 19 juin. **Le bâtisseur** n°171 du 22 juin 2016 confirme l'information dans un article sous le titre «La crise au CAR prend un virage apocalyptique et choquant : vers une désagrégation complète du parti des déshérités, le député Jean Kissi a échappé de justesse à un lynchage à Vogan. » **Le magnan libéré** n°413 du 22 juin 2016 rapporte la même information et croit que « aller jusqu'à chercher à en finir avec un député de la République parce qu'il veut lui aussi donner son avis sur cette question de déconfiture au CAR, alors là, il y a matière à réfléchir. » **Le perroquet** n°334 du 23 juin 2016 pointe du doigt Me Dodji Apévon et Jean Kissi d'être à la base de l'impasse actuelle. Pour **Chronique de la semaine** n°387 du 23 juin 2016, « la crise au CAR bat son plein : les présidents des fédérations donnent un mois à Me Apévon pour organiser le congrès. Jean Kissi chassé par les militants du CAR à Vogan. » « L'on s'interroge sur l'issue de cette crise qui est loin de trouver un dénouement heureux dans les prochains jours », conclut le journal. « Qui pour sauver le CAR en déliquescence ? », s'interroge **Waraa les vainqueurs** n°114 du 23 juin 2016 qui indique qu'à l'allure où vont les choses, « si le camp de Me Agboyibo venait à l'emporter sur celui du président actuel, il y a un fort risque d'éclatement du parti. » Autre interrogation à la une de **Le patriote** n°284 du 23 juin 2016 : « les responsables réussiront-ils à éviter le syndrome UFC au CAR ? » « Comme on le voit, note le journal, c'est une querelle de personnes qui est en train d'emporter le CAR. » « Ce combat s'apparente à un combat entre le tigre et le lion et qu'à ce titre, Me Apévon sera écrasé », déduit **Le changement** n°510 du 23 juin 2016. « Qui de l'actuel Président national Me Dodji Apévon et le Président d'honneur Me Yawovi Agboyibo dit la vérité ? Il est du moins difficile de répondre à cette

interrogation quand ces deux leaders de cette formation politique se renvoient les responsabilités. Mais une chose est sûre, la crise tend vers sa fin», pointe **Le canard indépendant** n°556 du 24 juin 2016. « Vers un retour imminent du ‘béliet noir’ ? », s’interroge à son tour **L’éveil de la nation** n°452 du 24 juin 2016 qui croit que Apévon veut faire obstacle à l’alternance à la russe de Me Agboyibo. »

Transports : demande d’explications sur les chantiers en cours

L’Assemblée nationale a interpellé le 16 juin dernier le ministre Ninsao Gnofam pour des explications sur la réhabilitation du tronçon Saint Joseph-Vogan-Anfoin, les travaux de contournement de la voie de la faille d’Alédjo et la réfection de l’aéroport de Niamtougou.

« Le ministre Ninsao Gnofam explique aux députés l’état d’avancement de certains chantiers », titre **Togo-Presse** n°9813 du 20 juin 2016 qui indique que cette communication a permis d’éclairer la lanterne des élus du peuple. « On a vu un ministre serein et décontracté qui tentait autant qu’il pouvait d’éclairer la lanterne des élus du peuple », pointe **Courrier de la République** n°435 du 20 juin 2016 qui rassure que « les travaux seront livrés à la fin de l’année ». D’autres sons de cloche sur le même sujet dans les journaux. « Travaux publics : examen à repasser pour le ministre Ninsao Gnofam », telle est la conclusion que tire **Togomatin** n°97 du 20 juin 2016 de cette prestation devant les députés. « Le ministre des infrastructures et des transports mérite-t-il d’être encore à son poste après les déclarations scandaleuses qu’il a faites devant les parlementaires ? », se demande **Liberté** n°2118 du 20 juin 2016 qui pense que « ce n’est pas l’homme qu’il faut à la tête des Travaux publics. » « Le ministre Ninsao Gnofam confirme sans s’en rendre compte, les soupçons de favoritisme, de mauvaise gouvernance, et de conflits d’intérêts, qui depuis, pèsent sur l’attribution et la gestion des grands travaux d’infrastructure du pays », indique **Golfe info** n°1170 du 20 juin 2016 dans un article sous le titre « Politique des grands travaux : les scandales s’accumulent ». L’hebdomadaire regrette « des défaillances, des dysfonctionnements qui reposent la question de la gouvernance et du sérieux des différents acteurs engagés dans la gestion des grands chantiers de reconstruction du pays. » « Le ministre Ninsao Gnofam se défend sans convaincre », écrit **Le bâtisseur** n°171 du 22 juin 2016

Approche contractuelle : vers une nouvelle politique sanitaire

Le ministre de la Santé et de la Promotion sociale, Pr.Moustapha Mijiyawa a expliqué aux parlementaires le vendredi 17 juin à Lomé, l’approche contractuelle de la politique du gouvernement en matière de santé lors de la 10ème plénière de la 1^{ère} session ordinaire présidée par le président du parlement, Dama Dramani.

« Cette séance consacrée à l’écoute de la communication du ministre a permis aux parlementaires de s’informer de la motivation d’une approche contractuelle et systémique de gestion des structures de soins au Togo afin d’améliorer les prestations offertes aux patients », indique une dépêche de l’**ATOP** du 20 juin 2016. **Togo-Presse** n°9813 du 20 juin 2016 titre « Réforme des structures de soins publiques : le ministre Moustapha Mijiyawa éclaire l’Assemblée Nationale sur l’approche contractuelle ». Le quotidien explique cette réforme comme étant un principe où l’Etat après élaboration d’un cadre juridique opérationnel, va lancer un appel d’offres lui permettant de recruter des sociétés spécialisées dans la gestion hospitalière et ayant fait leurs preuves dans le domaine. « L’objectif, relève le journal, reste la satisfaction de la population, en termes de qualité de soins... » « Pour soigner la gestion des hôpitaux publics : Mijiyawa propose une thérapie contractuelle public-privé », titre **Forum de la semaine** n°2142 du 20 juin 2016. Pour le journal, « cette nouvelle démarche contractuelle qui consiste par le biais d’un contrat, à céder la gestion d’une structure de soins à une entité non étatique spécialisée dans la gestion hospitalière, nécessite une certaine explication aux différents acteurs pour éviter des incompréhensions. » Pour **Liberté** n°2119 du 22 juin 2016, l’approche contractuelle du Gouvernement n’est nulle autre chose qui occulte des aspects importants, des inquiétudes sur l’efficacité de la recette. » Ce n’est pas l’avis de **Chronique de la semaine** n°387 du 23 juin 2016 qui prie pour que « vivement cette réforme aboutisse et prenne en

compte d'autres problèmes, à travers notamment le renforcement de la chaîne des soins, pour le bonheur des populations. »

Infrastructures communautaires : 47 communautés bénéficiaires du PSMICO

Pour booster le développement communautaire, plusieurs conventions afférentes au Programme de Soutien aux Microprojets d'Infrastructures Communautaires (PSMICO) ont été signées le 17 juin dernier entre le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes et les responsables des 47 communautés bénéficiaires pour la période 2015-2016. Une convention de partenariat a été également signée avec l'ONG Bornefonden.

Togo-Presse n°9813 du 20 juin 2016 rapporte l'information sous le titre « Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires : des conventions signées avec 47 communautés, un partenariat conclu avec Bornefonden. » « Le PSMICO, rappelle **Togomatin** n°97 du 20 juin 2016, a déjà réalisé depuis sa création, 500 microprojets ont été déjà réalisés au profit d'une cinquantaine de communautés pour un coût total de 10 milliards de francs CFA. » « 240 Microprojets pour 2015-2016 », titre **Golfe info** n°1170 du 20 juin 2016 qui laisse croire que le financement, qui devrait permettre l'amélioration de la vie des communautés démunies, à travers la mise en place d'infrastructures socio-économiques et de protection sociale. » La même information est à découvrir dans **Chronique de la semaine** n°387 du 23 juin 2016 sous le titre « 47 communautés à la base bénéficieront de 240 micro-projets entre 2015 et 2016.

Voilà pour l'essentiel et bonne réception, car ainsi va la presse togolaise qui vous invite à méditer ce proverbe ghanéen : *« Attends d'avoir traversé la rivière pour dire au crocodile qu'il a une bosse sur le nez. »*

Lomé, le 24 juin 2016
L'expert national
Amévi DABLA